



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

04-10-2017

Alstom-Chantiers Navals STX : lutter pour la nationalisation totale et sans condition

La casse industrielle française se poursuit avec à chaque fois son lot de destructions d'emplois, de fermetures de sites, de délocalisations. Les annonces simultanées de la fusion Alstom-Siemens et la vente des chantiers navals STX participent du même but : permettre aux grands groupes industriels de développer leurs profits quelles que soient les conséquences sociales, en livrant encore plus la souveraineté, l'indépendance nationale au capitalisme européen et mondial.

Nous avons déjà beaucoup écrit sur Alstom et STX (voir notre site) qui sont confrontés depuis des dizaines d'années à une concurrence effrénée des multinationales entre elles. Rappelons pour l'histoire qu'Alstom et les chantiers navals de Saint-Nazaire faisaient partie du même groupe.

A l'époque, les transports maritimes et terrestres étant en plein développement, il était évident que les grands groupes privés

ne pouvaient laisser ce secteur d'industrie se développer sans qu'ils en tirent profit.

Rappelons également qu'avant Alstom et les chantiers navals, le démantèlement de l'industrie française a déjà été largement entamé : que ce soient les réseaux, ferroviaires, maritimes, routiers, aériens, que ce soit dans les énergies comme le gaz l'électricité, que ce soit dans les télécommunications, l'eau... Rappelons également la sidérurgie, la chimie, la machine-outil moderne dont la France était à la pointe de la technologie, l'optique, le textile, l'électro ménager... la liste est encore longue.

Tous ces secteurs livrés aux multinationales par les gouvernements successifs, ont aujourd'hui soit disparu au nom de la « compétitivité », de la « rentabilité », « du coût du travail trop élevé », ou sont aux mains de grands groupes capitalistes qui poursuivent le même but.

Dans les cas d'Alstom et des chantiers navals, le capital est à la manœuvre comme dans tous les secteurs cités précédemment. Les dégâts sont considérables.

Pour détourner le débat politique fondamental, le gouvernement Macron, aidé en cela par l'habituelle manipulation médiatique, déclare comme tous les gouvernements l'ont fait en leur temps, qu'« il n'y a pas d'autres solutions pour faire face à la « concurrence internationale, notamment chinoise ». L'argument utilisé par Macron est à mourir de rire, cela fait une trentaine d'années que des contrats avec la Corée du Sud et la Chine ont été signés pour développer le transport à grande vitesse avec comme condition le transfert des technologies de fabrication.

Autre argument utilisé par Macron : il faut développer des « coopérations (!!) pour faire face à cette concurrence ». Les « coopérations » entre grands groupes capitalistes ont toujours mené aux mêmes résultats : licenciements, délocalisations, fermetures de sites, baisse des salaires, casse des acquis sociaux. Par contre les profits explosent et les dividendes versés aux actionnaires n'ont jamais été aussi importants.

Les débats autour du « choix de l'actionnaire » consistent également à masquer les vraies responsabilités.

Quel que soit le « choix » de l'actionnaire, c'est le capital qui dirige, c'est la cause des problèmes actuels et ceux à venir.

La question de la propriété des entreprises est donc plus que jamais posée. Il n'y a pas d'avenir pour l'industrie française si elle n'est pas maîtrisée par le peuple, géré par le peuple dans le seul et unique but de répondre aux énormes besoins d'équipements dans tous les secteurs. Cela n'a jamais été la préoccupation du capital qui agit dans le seul but de satisfaire ses actionnaires et accumuler du profit.

La question est donc politique : quel développement de l'industrie en France et pourquoi faire? Quelles véritables coopérations engager avec les pays qui ont besoin de se développer ? Si c'est le capital qui dirige, c'est le profit qui sera le but, si c'est le peuple ce sont les besoins de développement en France et ailleurs qui seront privilégiés.

Pour cela, il faut chasser le capital et ses prédateurs, donner au peuple la direction et la gestion de l'appareil productif. C'est la seule voie crédible pour assurer un avenir à l'industrie française, préserver et renforcer l'indépendance et la souveraineté nationale.